



Comité Central d'UES du 14 septembre 2017

Rapport d'expertise sur la situation économique et financière et sur l'Emploi

Lors de sa réunion du 24/01/2017, le CCE avait mandaté le cabinet SYNDEX pour l'assister en vue de la consultation économique et financière ainsi que sur la politique sociale de l'entreprise. Il ressort de cette expertise les grands points suivants :

LE GROUPE AFFICHE UN CARNET DE COMMANDES 2016 INFÉRIEUR AUX AMBITIONS AFFICHÉES

Les contrats VBCI QUATAR et TRAJAN pour l'Inde sont systématiquement décalés et le groupe n'a toujours pas décroché de contrat export pour le Titus et le VBCI.

Ceci a provoqué la réorganisation annoncée par le PDG en début d'année. Pour la CGT, celle-ci souvent peu comprise par les personnels s'avère aujourd'hui tout aussi inefficace. Il ressort du PMT présenté début 2017 des ambitions bien inférieures à celles présentées au moment du rapprochement avec KMW avec de nouveaux décalages sur 2019.

LA STRUCTURE DU GROUPE NEXTER ÉVOLUE : LA DIRECTION DES MUNITIONS PORTE DÉSORMAIS LA MOITIÉ DE LA MARGE OPÉRATIONNELLE

Le poids que pèse Nexter Munitions dans l'activité du groupe est de plus en plus important alors que ses effectifs sont, quant à eux, en diminution depuis 2014. Le recours important à l'intérim dans ce secteur où la sécurité, la formation et la stabilité des compétences devraient être une priorité nous inquiète particulièrement.

SYSTEMS SE SITUE DANS UN CYCLE « BAS » EN TERMES DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE MARGE...

Avec un Chiffre d'Affaire en recul de 22% sur 2015, l'année 2016 marque un pallier pour Systems, dû en partie à la fin du contrat Aravis et à l'absence de prise de commande Export. Ce plancher temporaire doit prendre fin avec les premières livraisons de Scorpion qui vont générer de la charge dans les établissements à compter de fin 2017-début 2018. L'enjeu porte sur l'anticipation des recrutements pour avoir les compétences requises au bon moment.

ON SE TROUVE DONC DANS UNE PÉRIODE CHARNIÈRE EN TERMES DE DIMENSIONNEMENT LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES CONSTITUE UN ENJEU MAJEUR POUR SYSTEMS À COURT ET MOYEN TERME, NOTAMMENT DANS UN CONTEXTE DE RÉALISATION DU PROGRAMME SCORPION

La question du dimensionnement de Systems repose sur deux axes :

- Le cadencement de SCORPION
- L'obtention d'un ou de plusieurs contrats Export

La question des compétences se pose donc avec force et de plus en plus dans les secteurs de production, délaissés depuis des années en terme de recrutement. Les métiers de soudeurs,

d'usieurs et de monteurs ou encore dans le domaine de la gestion des flux sont aujourd'hui en tension et il convient de les mettre au centre d'un plan de recrutement ambitieux. Mais est-ce la volonté de la Direction ? On peut en douter !

Les départs massifs de ces dernières années dans ces secteurs d'emploi n'ont pas donné lieu à l'anticipation nécessaire pour opérer un transfert de compétences dans les meilleures conditions.

UN CAS CONCRET : QUELLES MARGES DE MANŒUVRE POUR LE SITE DE ROANNE EN CAS DE CONTRAT VBCI OU TITUS ?

Le cas de Roanne est particulièrement parlant en la matière. Sans nier le travail de GPEC qui a pu être fait à un moment donné pour pallier à une baisse de l'activité, l'anticipation de l'avenir a fait défaut et les difficultés risquent d'être réelles au moment où l'entreprise aura besoin des compétences.

La question se posera avec d'autant plus d'acuité si le cadencement de SCORPION était revu à la hausse et qu'un contrat export venait à se concrétiser.

Il y a fort à craindre que dans une telle situation, les conditions de travail des salariés de Roanne s'en trouveraient fortement dégradées, tant par le manque de surfaces et l'insécurité générée que par le recours à des horaires atypiques, voire à la remise en cause de l'accord actuel sur le temps de travail.

Le cabinet d'expertise note d'ailleurs que ces mesures palliatives prises en pareil cas feraient peser la flexibilité uniquement sur les salariés.

MUNITIONS RÉALISE UNE ANNÉE 2016 EN RETRAIT POUR LES PRISES DE COMMANDES ET L'ACTIVITÉ, MAIS SES PERFORMANCES RESTENT BONNES SUR LA DURÉE

Pour Munitions, les résultats 2016 sont mitigés mais l'année 2017 prévoit ; selon le budget, des prises de commandes et un chiffre d'affaire record. En fait, on assiste à un glissement en 2017 de contrats importants prévus en 2016.

DANS CE CONTEXTE DE CROISSANCE, RÉDUIRE LE DIFFÉRENTIEL ENTRE LA CHARGE ET LE POTENTIEL ET S'ASSURER DU RENOUVELLEMENT DES COMPÉTENCES CONSTITUENT DES ENJEUX CLÉS

La charge découlant des prises de commandes amènerait donc une charge en 2017 en augmentation alors que les effectifs, eux, seraient en recul, les recrutements effectués ne compensant pas les départs.

Le taux d'intérim sur Munitions a atteint des sommets en 2016 et les heures supplémentaires sont aujourd'hui la norme alors qu'il faudrait embaucher pour pérenniser les compétences dans un secteur où la maîtrise technique va de pair avec la sécurité.

L'autre interrogation concernant la Direction Munitions, repose, selon la CGT sur l'organisation au sein du pôle munitionnaire entre Nexter Munitions, SIMMEL et MECAR, ces deux dernières sociétés étant aujourd'hui dans une situation très préoccupante avec, pour MECAR notamment, une vague de chômage partiel massive où les salariés, de plus en plus inquiets et excédés, perdent jusqu'à 30% de leur rémunération. La CGT a d'ailleurs demandé la réunion d'un Comité de Groupe en urgence.

PÔLE ÉQUIPEMENT : UNE SITUATION CONTRASTÉE SELON LES FILIALES

Si le chiffre d'affaire du groupe reste relativement stable, la situation est très différente d'une filiale à l'autre, avec dans certaines d'entre elles, un effondrement de la commande interne, comme à Optsys par exemple. La part du chiffre d'affaire réalisé en externe pour Optsys en 2016 (43%), relève avant tout de la baisse importante du chiffre d'affaire interne au groupe.

Le phénomène est aussi vrai chez NBC Sys qui réalise 84% de son chiffre d'affaire à l'externe, ce chiffre augmentant du fait de la diminution des commandes internes. L'avenir de NBC Sys reste aussi très fortement impacté par le résultat de la consultation en cours sur le nouveau masque SEPIA.

La filiale Nexter Electronics rencontre des difficultés à développer une activité externe qui plafonne à 14% en 2016. Ceci peut inquiéter quand on voit que le budget 2017 laisse entrevoir une baisse de plus de 37% des prises de commandes internes.

La situation particulière de Nexter Mechanics, après l'abandon du projet de cession de l'activité TT/TS est bien évidemment relevée par le rapport des experts qui s'interrogent sur le devenir de cette filiale. La CGT se félicite de l'abandon de la cession contre laquelle elle s'est élevée dès la première heure. Elle exige aujourd'hui de la direction qui a refusé la proposition alternative proposée par les organisations syndicales, la mise en place d'une véritable stratégie industrielle et commerciale pour faire vivre cette activité.

La direction a affirmé, au cours de ce CCE, sa volonté de faire vivre TT/TS au sein de Nexter Méchanics. La CGT y veillera !

L'AVENIR DE CERTAINES FILIALES EN TANT QUE SOCIÉTÉS INDÉPENDANTES RESTE INCERTAIN

Le rapport d'expertise rappelle que la direction mène actuellement une réflexion sur la redéfinition du cœur de métier de l'entreprise, ce qui pourrait l'amener à réintégrer certaines filiales dans Nexter Systems. La question qui reste posée est bien de savoir, en pareil cas, le contour qui serait concerné et l'avenir de ce qui ne serait pas conservé.

Ceci fait craindre au cabinet d'expertise, une centralisation de certaines activités sur un ou plusieurs sites, menaçant l'existence même de certaines implantations actuelles.

POLITIQUE D'EMPLOI POUR FAIRE FACE A L'AVENIR

Les experts avaient, dans leur mission, la tâche d'éclairer les élus sur les conséquences de la stratégie du groupe sur l'emploi.

Ce qui ressort du rapport des experts rejoint, en tous points, ce que dénonce la CGT depuis des années :

- Manque d'anticipation,
- Recours massif à l'intérim ou aux prestataires dans certains secteurs où il faudrait embaucher,
- Risque de rupture de compétences dans certains métiers de production ou d'études.

- Risque de flexibilité accrue pour les personnels dont les rythmes de travail pourraient être bouleversés pour faire face aux contrats à venir.

LA CGT EMET UN AVIS NEGATIF SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU GROUPE ET SUR SES CONSEQUENCES SUR L'EMPLOI.

Au terme de la présentation du rapport et des réponses de la Direction qui n'ont convaincu personne, le Comité Central d'UES était donc appelé à se prononcer sur la situation économique et financière du Groupe ainsi que sur l'impact des orientations stratégiques sur l'emploi.

Si personne ne peut nier la bonne santé financière, et une trésorerie (aujourd'hui chez Nexter) qui fait des envieux, l'utilisation des moyens financiers et les orientations que lui donne la direction nous inquiète.

Le premier souci reste, à l'évidence, de servir l'actionnaire (plus de 40 M€ ont encore été remontés récemment chez KNDS), alors qu'il conviendrait de préparer l'avenir en renforçant les budgets R&D, en investissant dans les capacités industrielles et dans les compétences. C'est à cela que devraient servir les M€ de crédits d'impôt que sont le CICE et le CIR.

Le flou, pour ne pas dire mieux, sur les implantations diverses de Munitions en France, en Europe...et peut-être bien au-delà, nous pose question sur l'avenir de l'emploi dans ce secteur.

Nous n'aurons eu aucune information sur les conséquences de la vente de RTD, l'état de réflexion des groupes de travail entre Nexter et KMW, etc, etc..

Dans ces conditions et au regard de l'ensemble des incertitudes planant sur cette stratégie et ses conséquences pour l'emploi, les élus CGT n'ont pas donné de chèque en blanc à la direction et se sont prononcés **CONTRE** les orientations économiques et financières ainsi que sur l'impact de la stratégie du Groupe sur l'emploi.

Il appartient au PDG de réorienter ses choix et de travailler dans une plus grande transparence pour gagner une adhésion à sa stratégie.

Elections CE/DP : La Direction propose le report d'1 an des élections !

Au terme de la réunion, le DRH a informé les organisations syndicales de son intention de reporter d'1 an les élections prévues en cette fin d'année 2017.

Cette proposition, que l'employeur pourrait imposer, est à mettre en relation avec La Loi travail et ses ordonnances qui prévoient des modifications importantes des Instances représentatives du personnel (CE-DP-CHSCT).

Aujourd'hui la CGT se bat pour que cette Loi ne voit pas le jour en l'état et appelle les salariés à se mobiliser le 21 septembre prochain sur tous les sites.